



Projections à moyen terme (2025-2029)

TABLEAU : RESUME DES PREVISIONS MACROECONOMIQUES POUR LE LUXEMBOURG

	1995-2024	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Evolution en % (ou spécifié différemment)							
 PIB (en volume)	2.9	0.4	1.0	1.7	2.1	2.2	2.3
 Emploi total intérieur	3.0	1.0	1.1	1.6	1.8	1.9	1.9
 Taux de chômage (% de la pop. active, déf. ADEM)	4.6	5.8	5.9	5.8	5.6	5.4	5.2
 Prix à la consommation (IPCN)	2.1	2.1	2.2	1.8	1.8	1.9	2.3
 Echelle mobile des salaires	2.0	2.5	1.7	2.3	1.9	1.9	2.3
 Coût salarial moyen	3.1	3.5	3.6	3.3	2.0	2.1	2.5
 Emissions de gaz à effet de serre ¹	-2.3	-1.5	-5.8	-4.0	-7.8	-7.4	-8.1

Source : STATEC (1995-2024: données observées ou estimées; 2025-2029: prévisions du STATEC)
¹ 1 2005-2024

Après une progression du PIB en volume attendue à 1.0% en 2025 et 1.7% en 2026, l'économie devrait retrouver un rythme de croissance légèrement supérieur à 2% en moyenne d'ici 2029. Le marché du travail se redresserait lentement, avec une augmentation de l'emploi proche de 2.0% et un taux de chômage ramené à 5.2% en 2029. Cette amélioration serait portée principalement par les services marchands, même si le secteur financier poursuivrait une croissance modérée.

La présente actualisation des prévisions à moyen terme prolonge celles présentées dans la Note de conjoncture (NDC) 2-2025, en étendant l'horizon jusqu'en 2029. La trajectoire 2025-2027 reprend donc directement les chiffres publiés dans la NDC 2-2025, à l'exception de l'inflation, de l'échelle mobile des salaires et du coût salarial moyen, qui ont été révisés sur la base des dernières prévisions d'inflation (STATNEWS N°5 du 9 février 2026). Les résultats présentés ci-après sont comparés à ceux des précédentes prévisions à moyen terme (STATNEWS n°32 du 8 octobre 2025).

1. Contexte international : hypothèses et révisions

La mise à jour des prévisions de moyen terme repose notamment sur la révision des hypothèses internationales fournies par Oxford Economics (OE). L'horizon 2025-2027 demeure inchangé et correspond intégralement aux prévisions publiées dans la NDC 2-2025. En revanche, les années 2028 et 2029 ont été actualisées sur base des nouvelles hypothèses. Par rapport à la précédente prévision à moyen terme, la croissance du PIB réel de la zone euro est désormais plus élevée en 2025 (1.3% contre 0.8% auparavant), mais plus faible en 2026 (0.8% contre 1.0%). Sur l'horizon 2027-2029, le PIB réel de la zone euro convergerait vers un rythme de croissance d'environ 1.6%.

Cette révision s'inscrit dans une dynamique de demande de services plus soutenue en 2025 désormais estimée à 2.0% (contre 1.8% auparavant), suivie d'un ralentissement en 2026 à 1.9% (contre 2.1% précédemment). À moyen terme, la croissance de la demande de services se situe autour de 2.5% en moyenne.

S'agissant de la demande mondiale de biens, les nouvelles hypothèses d'Oxford Economics sont légèrement plus optimistes à court terme : +3.0% en 2025 (contre +1.0% auparavant) et -0.1% en 2026 (contre -0.7% précédemment). Pour le reste de l'horizon, OE anticipe toutefois une croissance proche de 2.0%, au lieu de 2.5% dans l'exercice précédent.

Les hypothèses relatives aux marchés boursiers, représentées par l'indice Euro Stoxx 50, sont légèrement révisées à la hausse pour 2026, notamment en raison d'une performance nettement supérieure aux attentes en 2025 (10% de croissance annuelle). Pour les années suivantes, la progression de l'indice boursier est en revanche légèrement revue à la baisse (juste au-dessus de 1% par an).

Concernant les taux d'intérêt, les taux courts demeurent proches de 2% sur l'ensemble de l'horizon (sans révision). Les taux longs, en revanche, sont désormais attendus à un niveau plus bas : 3.2% en 2025 puis 3.3% pour le reste de l'horizon, soit une révision à la baisse d'environ 0.2 point de % en moyenne.

Enfin, les hypothèses sur les prix de l'énergie sont revues à la baisse. Le prix du pétrole convergerait ainsi vers 72 USD le baril en 2029, contre 75 USD dans la projection précédente.

2. Activité : perspectives pour le Luxembourg

Du côté des comptes nationaux, aucune nouvelle donnée annuelle n'a été intégrée depuis la NDC 2-2025. La première estimation pour l'ensemble de l'année 2025 sera publiée début mars 2026.

Comme annoncé dans la NDC 2-2025, le STATEC a maintenu sa prévision de croissance du PIB à 1.0% pour 2025, mais abaissé celle pour 2026, de 2.0% à 1.7%. Cette révision reflète la détérioration de l'environnement externe (notamment la croissance plus modérée en zone euro et le ralentissement anticipé pour la demande de services).

Sur l'horizon à moyen terme (2027 à 2029), la croissance moyenne du PIB est abaissée marginalement de 2.3% à 2.2%. Cette révision s'explique par une croissance potentielle légèrement plus faible et des perspectives à moyen terme moins favorables : une croissance plus modérée du PIB en zone euro, une demande étrangère de services moins vigoureuse et un environnement boursier peu dynamique.

Les composantes du PIB réel ne sont que marginalement ajustées. La consommation finale des ménages progresserait à un rythme légèrement inférieur à 2% en moyenne. L'investissement total resterait orienté à la hausse, avec une croissance proche de 5% par an en moyenne. La consommation publique demeurerait dynamique, légèrement supérieur à 3% en moyenne, en lien avec une progression des effectifs du secteur public plus importante qu'anticipé auparavant.

Le commerce extérieur serait moins dynamique que par le passé pour le Luxembourg, mais afficherait une reprise graduelle vers des rythmes supérieurs à 3% par an en moyenne, tant pour les exportations que pour les importations de biens et services.

Du côté de la production, la valeur ajoutée brute (VAB) du secteur financier resterait sur l'horizon sur un rythme de croissance autour de 1.5% en moyenne. La VAB du secteur non financier marchand augmenterait à un rythme

légèrement supérieur à 2.5% en moyenne, en amélioration par rapport à la tendance des années récentes, portée par une demande internationale de services plus dynamique.

À moyen terme, les émissions de gaz à effet de serre diminueraient de plus de 7% par an, sous l'effet de l'électrification croissante et de la baisse des livraisons de produits pétroliers, marquant une transition vers une consommation énergétique moins intensive en carbone.

3. Marché du travail : emploi et chômage

Après un net refroidissement du marché du travail entre 2023 et 2025, avec une croissance de l'emploi total limitée à près de 1% et un taux du chômage approchant 6% en 2025, une amélioration progressive est attendue à moyen terme. La croissance de l'emploi remonterait graduellement pour se rapprocher de 2% en 2029, tandis que le taux de chômage reculerait pour atteindre 5.2%.

En termes de composition, l'emploi des résidents progresserait autour de 1.6% à l'horizon 2029 et celui des frontaliers entrants d'environ 2.3% en moyenne. Bien qu'il s'agisse d'un redressement marqué par rapport au point bas de 2024, ces rythmes demeurent nettement inférieurs à ceux observés entre 2000 et 2019, période où la croissance moyenne de l'emploi des résidents dépassait 2% et celle des frontaliers 4% par an.

En cohérence avec le ralentissement du marché du travail, les entrées migratoires se sont également tassées, notamment depuis 2024, pour s'établir à un peu plus de 22 000 personnes en 2025, tandis qu'environ 17 000 personnes ont quitté le pays. Le solde migratoire devrait toutefois repartir à la hausse, portant la croissance de la population d'environ 1.0% en 2025 à 1.6% en 2029.

4. Inflation et salaires

L'inflation au Luxembourg en 2026 et 2027 serait freinée par des effets de base négatifs liés à la composante énergétique. La baisse des prix de l'électricité conjuguée au recul des prix du pétrole, à l'appréciation de l'euro, ainsi qu'à la baisse attendue des prix du gaz, exerceraient une pression désinflationniste marquée. Dans ce contexte, les prix de l'énergie reculeraient de 6.3% en 2026 et de 3.5% en 2027, contribuant significativement au ralentissement de l'inflation globale.

À l'inverse, les tensions sur l'inflation hors énergie se renforceraient temporairement en 2026.¹ Dans ce contexte, la hausse attendue des prix alimentaires ainsi qu'une inflation soutenue des services contribueraient à une inflation sous-jacente élevée en 2026 (2.2%). L'inflation générale au Luxembourg serait de 1.8% en 2026 et conserverait ce niveau en 2027. Selon ces prévisions, la prochaine indexation des salaires s'appliquerait au 2^e trimestre 2026, suivie d'une nouvelle tranche au 3^e trimestre 2027.

À moyen terme, l'inflation devrait se stabiliser autour de 2%, en ligne avec la cible de la Banque centrale européenne. L'espacement des tranches indiciaires limiterait les hausses salariales directement liées à l'évolution des prix (à l'inverse de ce qui s'est produit en 2023 où trois tranches ont été déclenchées) réduisant ainsi les potentiels effets de second tour sur l'inflation.

Par ailleurs, le coût salarial demeurerait sur une progression encore supérieure à 3% en 2026 (pour la sixième année consécutive), mais celle-ci tomberait ensuite dans une zone plus proche des 2% par an.

¹ Voir STATNEWS N° 5 du 9 février 2026.

Pour en savoir plus

Bureau de presse | ☎ +352 247-88455 | ✉ press@statec.etat.lu
statistiques.lu

Cette publication a été réalisée par le Département « Conjoncture, modélisation, prévisions ».

Le STATEC tient à remercier tous les collaborateurs qui ont contribué à la réalisation de cette parution.

La reproduction totale ou partielle du présent bulletin d'information est autorisée à condition d'en citer la source.

Restez connectés ! [Inscrivez-vous à notre newsletter](#)

